



**PRÉFET  
DE LA MANCHE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Normandie**

Unité bidépartementale Calvados Manche  
477 boulevard de la Dollée  
CS 70271  
50009 Saint-lô Cedex

Saint-lô, le 01/08/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/07/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**LECONTE SARL**

ZA Maison Georges  
34 rue de Millecent  
50440 La Hague

Références : 2024 - 466  
Code AIOT : 0005301391

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/07/2024 dans l'établissement LECONTE SARL implanté Claire Fontaine 50440 La Hague. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Inspection généraliste

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LECONTE SARL
- Claire Fontaine 50440 La Hague
- Code AIOT : 0005301391
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'autorisation d'exploitation de la société LECONTE située sur la commune de Vauville a été renouvelée le 3 juillet 2007 pour 30 ans et une production annuelle maximale de 50 000 tonnes. Les opérations d'extraction des matériaux sont effectuées à la pelle hydraulique (pas d'utilisation d'explosifs). Le traitement des matériaux est réalisé au moyen d'un groupe mobile de concassage-criblage.

La carrière est également autorisée à recevoir des matériaux inertes pour remblayage.

La Direction Technique des Travaux est assurée par M. Emmanuel LECONTE responsable de la Société LECONTE (qui comprend également des activités de travaux public et de travaux agricoles). Mme LECONTE assure la gestion administrative de l'entreprise.

Un salarié est employé sur la carrière : M. Étienne LAMACHE chargé des opérations d'extraction, de traitement des matériaux, de chargement clients, de réception des matériaux inertes.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La visite du 26 juillet 2024 a été l'occasion de faire un point sur les garanties financières. L'exploitant a indiqué à cette occasion avoir des difficultés récurrentes pour obtenir la mise à jour des actes de cautionnement alors qu'il a pu justifier le règlement régulier des factures couvrant la mise en place des garanties financières.

Suite à l'inspection, l'exploitant a pu fournir un acte de cautionnement dont l'échéance est fixée au 3 juillet 2027.

En fonction d'une possible reprise du niveau d'extraction de matériau, un pont-bascule pourrait être mis en place sur le site.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Plan topographique	Arrêté Préfectoral du 03/07/2007, article 15	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
3	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 03/07/2007, article 16.2	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
4	Rejets d'eau dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 03/07/2007, article 16.4	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
6	Sécurité publique	Arrêté Préfectoral du 03/07/2007, article 21	Demande d'action corrective	4 mois
9	Panneaux	Arrêté Préfectoral du 03/07/2007, article 25-1	Demande d'action corrective	4 mois
10	Limites des excavations	Arrêté Préfectoral du 03/07/2007, article 29	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
12	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 03/07/2007, article 33	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Modifications	Arrêté Préfectoral du 03/07/2007, article 8	Sans objet
5	Poussières	Arrêté Préfectoral du 03/07/2007, article 16.5	Sans objet
7	Protection visuelle	Arrêté Préfectoral du 03/07/2007, article 23	Sans objet
8	Voiries	Arrêté Préfectoral du 03/07/2007, article 24	Sans objet
11	Modalités d'extraction	Arrêté Préfectoral du 03/07/2007, article 30	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A la suite de ce contrôle, l'inspection demande la fourniture de plusieurs documents visant à justifier la conformité de la carrière aux prescriptions prévues par l'arrêté d'autorisation préfectorale : plan topographique, rétention équipant le véhicule permettant de ravitailler les engins, reprise des mesures régulières de la qualité des eaux rejetées au milieu naturel, mise en place d'un second panneau d'information au niveau d'une des deux entrées de la carrière (sud-est), mise en œuvre du RNDTS (Registre national des déchets, terres excavées et sédiments).

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Modifications

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/2007, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Modifications
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout projet de modification des conditions d'exploitation de la carrière, de l'installation de traitement des matériaux, allant à l'encontre des prescriptions du présent arrêté ou susceptible de porter atteinte à l'environnement, doit être porté à la connaissance de M. le préfet de la Manche.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a précisé n'avoir apporté aucune modification aux conditions d'exploitation de la carrière de Clairefontaine depuis la dernière inspection du 3 mai 2017, en dehors toutefois de l'aménagement du troisième bassin de décantation afin de respecter les dispositions de l'arrêté d'autorisation (demande de mise en conformité suite à la précédente inspection). Le circuit de traitement des eaux est ainsi conforme aux prescriptions prévues.</p> <p>L'exploitant note une certaine reprise de la demande de matériaux, l'activité de la carrière est donc plus soutenue, ce qui pourrait entraîner des évolutions notamment des installations de traitement des matériaux.</p> <p>En cas de mise en place de ces modifications, il est rappelé à l'exploitant qu'il devra au préalable</p>

produire un dossier de porter à connaissance auprès des services préfectoraux.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Plan topographique**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 03/07/2007, article 15

**Thème(s) :** Risques accidentels, Plan topographique

**Prescription contrôlée :**

Un plan d'échelle adaptée à la superficie sera établi par l'exploitant. Sur ce plan seront reportés :  
- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,  
- les bords de la fouille,- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,  
- les Zones de remise en état.Ce plan sera mis à jour au moins une fois par an et copie en sera adressée à la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement - subdivision de la Manche.

**Constats :**

Dans le cadre de l'inspection, l'exploitant a présenté un plan topographique établi par GEODIS le 31 août 2017.

L'exploitant doit veiller à mettre à jour annuellement son plan d'exploitation et à vérifier qu'il comporte l'ensemble des informations requises.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées un plan topographique à jour de la carrière de Clairefontaine où figure l'ensemble des informations prévues.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 4 mois

**N° 3 : Prévention des pollutions accidentelles**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 03/07/2007, article 16.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Rétentions – entretien des engins

**Prescription contrôlée :**

Le ravitaillement, l'entretien et le lavage des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche, muni d'un séparateur à hydrocarbures, permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Cet équipement doit faire l'objet d'un entretien régulier. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une cuvette de rétention dont le volume est au moins égal à la plus

<p>grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,</li> <li>- 50 % de la capacité des réservoirs associés.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant précise que le lavage et l'entretien des véhicules ne sont pas effectués sur la carrière, mais à Beaumont-Hague (siège de l'entreprise), cela d'autant que la carrière ne dispose pas d'alimentation électrique.</p> <p>Le ravitaillement des engins est effectué en bord à bord à l'aide d'un fourgon équipé d'une citerne et d'une pompe. L'examen de ce fourgon montre que la citerne simple enveloppe n'est pas équipée d'une rétention, il en va de même pour les égouttures au niveau de la pompe. Cependant l'exploitant précise qu'il souhaite changer de véhicule et en profiter pour équiper le nouveau d'un système de rétention.</p> <p>Il est noté que le mode de ravitaillement en place ne correspond pas aux prescriptions prévues dans l'arrêté d'autorisation. Elles devront être revues à l'occasion d'une prochaine mise à jour de la situation administrative de cette carrière.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de justifier que le fourgon permettant le ravitaillement bord à bord des engins est équipé d'une rétention permettant de collecter les éventuelles égouttures ainsi que les hydrocarbures en cas de fuite de la citerne dédiée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 4 mois</p>

#### N° 4 : Rejets d'eau dans le milieu naturel

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/2007, article 16.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des eaux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le ou les émissaires sont équipés d'un canal permettant la mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement normalisé. L'accès aux points de mesure et de prélèvements sur l'ouvrage de rejet devra être aménagé, notamment pour permettre l'amenée des matériels. Les bassins disposés en cascade devront être raccordés entre-eux. Le dernier bassin de décantation est équipé en sortie d'une cloison syphoïde. Ces bassins seront régulièrement entretenus. La localisation des bassins de décantation en fonction des différentes phases d'exploitation se fera conformément aux engagements prévus par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation et repris sur le plan annexé au présent arrêté. Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le pH est compris entre 5,5 et 8,5,</li> <li>- le débit journalier maximal est de 106 m³,- la température est inférieure à 30 °C,</li> <li>- les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 25 mg/l (norme NET 90 105),</li> <li>- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 40 mg/l (norme NFG 90 101),</li> </ul>

<p>- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 5 mg/l.</p> <p>La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l. Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et la teneur en hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites. Les eaux rejetées aux points identifiés ci-dessus feront l'objet d'une analyse trimestrielle portant sur les paramètres pH, MEST, DCO, hydrocarbures totaux. Les résultats seront communiqués à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La visite du site n'a pas permis de constater que les dispositifs de rejet au milieu naturel récepteur prévus par l'arrêté d'autorisation sont en place (canal permettant la mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement normalisé). En revanche, l'exploitant a pu justifier la réalisation de mesures régulières de la qualité des rejets aqueux, avec cependant une absence de mesure pendant deux ans (a priori due au laboratoire).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de justifier la reprise régulière des contrôles périodiques de la qualité des eaux de la carrière rejetées au milieu naturel.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 4 mois</p>

#### N° 5 : Poussières

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/2007, article 16.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Poussières</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit prendre toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières. Il mettra en œuvre les moyens nécessaires à l'abattage des poussières gênantes pour le voisinage. Les chantiers, les pistes de roulage et les stocks de matériaux devront être arrosés en tant que de besoin et notamment en période de sécheresse afin qu'ils ne soient pas à l'origine d'émission de poussières. En cas de besoin, le chargement des véhicules quittant le site sera aspergé afin d'éviter tout envol de poussière sur la chaussée.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant précise que la carrière de Clairefontaine abrite plusieurs sources, le matériau extrait de la carrière est humide. Dès lors, la production de poussières est limitée. Néanmoins, en période de sécheresse, un arrosage des pistes est mis en œuvre à l'aide du godet d'une chargeuse. Il importe de rappeler que le traitement des matériaux est assuré à l'aide d'installations mobiles peu utilisées (quatre jours début juillet 2024).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Sécurité publique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/2007, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sécurité publique
<b>Prescription contrôlée :</b>  21.1. L'accès et les abords de toute zone dangereuse de la carrière devront être interdits par une clôture solide et efficace. Le danger, notamment présenté par la proximité des fronts de taille devra être signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Des panneaux « chantier interdit au public » seront mis en place sur les voies d'accès. 21.2. L'accès à la carrière sera contrôlé par une barrière mobile, verrouillée en dehors des heures de travail, de manière à interdire l'accès à tout véhicule étranger à l'entreprise. 21.3. En dehors de la présence de personnel, les installations seront neutralisées et leur accessibilité interdite.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a indiqué avoir notablement limité les activités de chasse sur le site, des battues étaient régulièrement organisées dans le passé. Des barrières sont en place au niveau des deux extrémités du chemin d'accès, en revanche, l'entrée par la route des Vaux ne dispose pas d'un panneau d'information avec le plan du site. Il convient que l'exploitant s'assure de la mise à jour des informations affichées.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant d'équiper l'entrée par la route des Vaux d'un panneau d'information et de s'assurer que les informations affichées soient à jour.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

**N° 7 : Protection visuelle**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/2007, article 23
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Protection visuelle
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les merlons de protection visuelle aménagés en périphérie des zones exploitées sont conservés. La hauteur de ces merlons devra être adaptée à l'objectif paysager ou phonique.
<b>Constats :</b>  La visite a permis de constater la présence de merlons de protection visuelle, il apparaît globalement que la carrière est très peu visible depuis l'extérieur de son emprise.



<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

  

<b>N° 8 : Voiries</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/2007, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Voiries
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>24.4. Un élagage régulier de la parcelle jouxtant la RD 118 au nord de l'accès sera réalisé, 24.5. L'exploitant assure l'entretien régulier de la route départementale en cas de présence de poussière ou de boue provenant de l'activité de la carrière. En règle générale, la contribution de l'exploitant de carrière à la remise en état des voiries départementales et communales reste fixée par les règlements relatifs à la voirie des collectivités locales.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a confirmé la réalisation d'un élagage a minima annuel qui est réalisé par l'activité agricole de l'entreprise LECONTE. L'entretien du chemin est effectué par la carrière qui veille à limiter la vitesse des engins qui l'empruntent, mais aussi par la collectivité qui dispose d'un droit de passage afin d'accéder à sa station de pompage pour l'adduction d'eau publique (Le Grand Douet). La visite du site n'entraîne pas de remarque particulière au sujet de l'entretien de la végétation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

  

<b>N° 9 : Panneaux</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/2007, article 25-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Panneaux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le bénéficiaire de la présente autorisation devra apposer, sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Comme indiqué au point de contrôle N°6, l'accès à la carrière par la route des Vaux doit être équipé d'un panneau d'information, ce qui n'était pas le cas lors de l'inspection.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'équiper l'entrée sud-est de la carrière par la route des Vaux d'un panneau d'information.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois
--------------------------------

**N° 10 : Limites des excavations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/2007, article 29
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Limites des excavations
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les bords des excavations seront tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. Cette distance pourra être augmentée en tant que de besoin. En particulier, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prendra en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur. Une banquette de 5 mètres de largeur est conservée à la cote 130m NGF sur la demi-longueur Est du front principal ainsi que sur toute la longueur du front est. En ce qui concerne la ligne électrique, l'exploitant veille au respect des dispositions du décret n°91-1147 du 14 octobre 1991 et de l'arrêté interministériel du 16 novembre 1994 relatifs à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution. A cet égard, les bords des excavations seront tenus à une distance horizontale d'au moins 20 mètres des poteaux de la ligne électrique.
<b>Constats :</b>  La visite de la carrière n'entraîne pas de demande particulière concernant le bord des excavations. Toutefois, concernant les deux poteaux électriques de la ligne qui traverse le site, les distances de retrait sont respectées en partie nord-est et en partie est (qui n'est pas encore exploitée), en revanche la prescription ne semble pas complètement respectée en partie sud-ouest qui n'est plus exploitée depuis une vingtaine d'années.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de justifier le suivi de la stabilité des fronts, notamment au regard des poteaux de la ligne électrique. Toute dégradation de la situation devra entraîner la mise en place de mesures correctives afin de sécuriser le massif
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

**N° 11 : Modalités d'extraction**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/2007, article 30
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Extraction des matériaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitation de la carrière devra satisfaire aux conditions suivantes : 30.1. L'extraction de matériaux sera réalisée au moyen d'engins mécaniques lourds. L'utilisation

des explosifs est interdite. 30.2. Les gradins auront une hauteur unitaire maximale de 10 mètres. Leur nombre sera limité à 3. Aucune extraction ne devra être réalisée au-dessous du niveau + 120 m NGF. Les banquettes horizontales séparant chaque gradin auront une largeur au moins égale : - à 15 mètres en cours d'exploitation lorsqu'elles sont destinées à être utilisées par des véhicules et à 5 mètres dans les autres cas, - à 5 mètres en fin d'exploitation . 30.3. La hauteur des stocks de matériaux est limitée à 10 m.
<b>Constats :</b>  La visite a montré que les modalités d'extraction sont conformes aux dispositions prévues.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Remise en état**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/2007, article 33
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Remise en état
<b>Prescription contrôlée :</b>  La remise en état devra être effectuée au fur et à mesure de l'avancement des travaux d'exploitation et devra être terminée au plus tard à la date d'expiration de la présente autorisation. Elle inclut également, le nettoyage de l'ensemble des terrains comprenant l'enlèvement de tous matériels, matériaux, déchets et détritux divers, la suppression des installations fixes liées À l'exploitation proprement dite ou à des installations annexes. Les eaux circulant où stagnant sur le site à l'issue de la remise en état auront un pH stabilisé compris entre 6,5 et 8,5.
<b>Constats :</b>  Les travaux de remise en état de la carrière sont limités, car les apports de matériaux sont limités à ceux de l'entreprise LECONTE ce qui entraîne du retard au regard des prévisions initiales. L'exploitant indique que cette limitation des quantités d'inertes reçues permet en revanche d'assurer que leur qualité soit satisfaisante. L'exploitant a indiqué à l'occasion de l'inspection qu'il n'a pas encore mis en œuvre le registre national des déchets, terres excavées et sédiments (RNDTS). Le lien vers le site internet : <a href="https://rndts-diffusion.developpement-durable.gouv.fr/fr">https://rndts-diffusion.developpement-durable.gouv.fr/fr</a> a été transmis le 29 juillet à l'exploitant à toutes fins utiles.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de justifier la mise en place de l'utilisation régulière du registre national des déchets, terres excavées et sédiments.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

